

SIDI-BEL-ABBÈS

Le personnel de l'OPGI en grève illimitée

L'OPGI de Sidi-Bel-Abbès est paralysée hormis la caisse où s'effectue le versement des loyers qui reste ouverte aux locataires.

En effet, dans la matinée d'hier, le personnel a décidé d'une grève illimitée, et ce, pour exiger le départ du directeur général par intérim installé il y a deux ans. Les grévistes ont élaboré une plateforme de revendications pour justifier leur mouvement l'accusant d'avoir dégradé le secteur depuis son installation, d'avoir mal dépensé les deniers de l'Etat, citant comme exemple l'aménagement des unités de recouvrement des loyers.

Selon eux, il aurait dépensé des sommes conséquentes alors qu'il a des ouvriers qui pouvaient prendre en charge ces travaux. Il lui reproche d'avoir mis fin aux fonctions de 75 travailleurs sans respecter les clauses de la Convention collective. Il a fermé les portes de l'uni-

té de réalisation et prestations de services sans faire appel à un commissaire aux comptes pour une enquête. Les griefs retenus par les grévistes contre le directeur tournent aussi autour de sanctions injustifiées, de licenciement abusif sans passer par le conseil de discipline, de retenues sur salaires et d'intimidations injustes à l'égard des travailleurs.

Le Soir d'Algérie a pris attache avec le directeur contesté qui a déclaré : «Ce mouvement de grève a été déclenché parce que l'OPGI n'a pas actuellement une santé financière florissante. En effet, nous avons sur instruction du ministre reverser les cautions de la CNL qui nous étaient dues. Actuellement nous avons 5 milliards de centimes dans les caisses. Le salaire des travailleurs est à hauteur de 2 milliards de centimes par mois. J'ai fait comprendre aux travailleurs que nous devons serrer la ceinture et réduire les dépenses. Voilà ce qui ne leur a pas plu certainement.»

TIPASA

La Zone d'expansion touristique (ZET) de Douaouda récupérée

La récupération des espaces pour utilité publique situés sur le territoire de la wilaya de Tipasa notamment ceux dédiés au développement touristique a démarré récemment par une opération de démolition de 15 chalets touristiques sis à l'est de la wilaya, précisément ceux situés dans la zone d'expansion touristique de la plage Colonel-Abbès, dans la commune de Douaouda.

Cette opération, prise en application d'une décision administrative datant de 2008, dans le cadre de la récupération des espaces pour utilité publique, s'inscrit dans le cadre des assiettes foncières situées dans la Zone d'expansion touristique de la plage Colonel-Abbès et constituant des espaces dédiés à divers activités et projets touristiques.

Il convient de rappeler que cette opération de démolition des 15 chalets à la plage Colonel-Abbès de Douaouda, wilaya de Tipasa, s'est déroulée en présence du chef de la

daïra de Fouka et des services de sécurité, et s'inscrit dans le cadre de la récupération d'espaces pour lesquels les propriétaires des chalets ont déjà été dédommagés en 2008, mais qui ont préféré, pour des raisons méconnues, ne pas quitter ces constructions depuis près de 10 années. Plus éloquente fut la situation de trois de ces 15 chalets érigés, selon notre source, d'une manière illégale.

Cette opération de démolition est une opération coup-de-poing prévue et programmée par le chef de l'exé-

cutf de la wilaya, Moussa Ghellaï, sachant qu'elle constitue les prémices des opérations futures qui toucheront l'ensemble des constructions illicites et qui s'inscrivent, à l'origine, dans les prérogatives des responsables locaux qui semblent avoir toujours hésité à ce lancer dans ce type

d'opérations concernant le patrimoine local. «La situation du patrimoine local sera assainie à travers l'application des textes de loi conformément à nos prérogatives et nos attributions légales», avait déclaré, à ce titre, le wali de la wilaya.

Houari Larbi

AÏN-TEMOUCHENT

Découverte du corps d'un septuagénaire suspendu au toit à Tamazoura

Les éléments de la Gendarmerie nationale de Tamazoura ont découvert, lundi, le corps d'un septuagénaire suspendu par le cou au moyen d'une corde, en son domicile sis au douar Guedadra dans la commune de Tamazoura, dans la daïra de Aïn El-Arba. Le malheureux, I. J., était âgé de 78 ans. Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les causes et les circonstances de ce drame

S. B.

TÉNÈS

Une tentative d'émigration clandestine déjouée

Dans la nuit de dimanche à lundi, quelque 10 personnes âgées de 22 à 35 ans, à bord d'une simple barque à moteur, ont pris le large, par une mer peu houleuse ce soir-là, à destination du point le plus proche de l'autre rive de la Méditerranée, avons-nous appris de source locale bien informée.

Cependant, avant d'atteindre la limite de l'espace maritime algérien, l'embarcation a été arraisonnée par les gardes-côtes de la Marine nationale.

Ramenés à terre, les 10 candidats à un hypothétique eldorado ont été remis à la gendarmerie, en attendant d'être déferés devant la justice.

Karim O.

Démenti

En réaction à l'article intitulé «Grève générale à l'unité de détergents de Lakhdaria», nous avons reçu le démenti suivant :

«Contrairement à ce qui est repris dans votre quotidien, notre unité de Lakhdaria est une unité de fabrication de produits d'entretien et non de détergents ; concernant la situation sociale et économique de l'unité Lakhdaria, elle s'est nettement améliorée depuis son absorption par la filiale Shymeca dans le cadre de l'opération de restructuration du groupe Enad déci-

dée par les pouvoirs publics (SGP-Gephac) en janvier 2013, les résultats financiers témoignent de la bonne gestion, dont l'ensemble des travailleurs, ainsi que le partenaire social de l'entreprise adhèrent à la stratégie mise en place par la direction générale.

Concernant le retard accusé dans le versement des salaires, selon l'article, la direction générale de l'entreprise Shymeca, ainsi que la direction de l'unité de Lakhdaria démentent cette information et confirment que les salaires des travailleurs sont versés

régulièrement chaque fin de mois et dans les délais prescrits par la convention collective de l'entreprise, voire même que les salaires sont parfois avancés lors des événements religieux.

La direction générale considère que le but de ce communiqué est de nuire à l'image de l'entreprise au vu des résultats qu'elle enregistre et surtout mettre un frein à son élan de développement, voire créer un climat social malsain au sein de l'entreprise.

Directeur général Salhi El-Moatez

Réponse de l'auteur

Les responsables de la société Shymeca, filiale du groupe Enad, à laquelle est désormais affiliée l'unité de fabrication de produits d'entretien de Lakhdaria – nous les remercions pour la rectification – auraient pu nous épargner leur procès d'intention concernant notre supposée volonté de nuire à leur image et créer un climat malsain avec le groupe Enad. Un groupe dont le siège social est à Bouira et avec qui nous avons toujours entretenu de très bonnes relations, du moins

avec les différents responsables qui se sont succédé à la tête de ce fleuron de l'industrie algérienne, depuis une bonne vingtaine d'années.

Aussi, si méprise il y a aujourd'hui, celle-ci est à chercher du côté des responsables actuels qui n'ont jamais daigné s'ouvrir à la presse.

Et la meilleure preuve nous a été donnée justement ce jeudi avec ce débrayage des travailleurs qui réclament plus de considérations, des salaires

décents autres que ceux qui leur sont octroyés actuellement, et surtout le retour à la maison mère sise à Sour-El-Ghozlane, alors que les responsables, au lieu de donner leur version des faits, ont préféré le silence.

Aussi, nous aurions aimé que la mise au point fût exploitée par ces responsables pour expliquer les raisons qui ont poussé la filiale Shymeca, à laquelle l'unité de Lakhdaria est affiliée, à adopter des salaires contestés par les travailleurs, ou encore ce

congé annuel que la direction générale a voulu imposer pendant ce mois de Ramadhan et que les travailleurs ont refusé, l'absence de restauration, et tant d'autres privilèges sociaux auxquels sont habitués les travailleurs et qui se sont évaporés depuis le rattachement de l'unité à la filiale Shymeca.

C'est dire combien on est loin du tableau idyllique que la direction de Shymeca voulait nous dresser à travers son démenti.

Y. Y.

IMMIGRATION CLANDESTINE

À MOSTAGANEM

Arrestation de 12 harraga

Les éléments de la Gendarmerie nationale de la brigade d'Ouled-Boughalem ont déjoué, dans la nuit de samedi à dimanche dernier 2 tentatives d'émigration clandestine lors de deux opérations.

Cinq clandestins âgés de 20 à 35 ans originaires de la localité de Achaâcha ont été appréhendés par la gendarmerie au moment où ils s'apprétaient à prendre le large à bord d'une embarcation artisanale tandis que 7 autres âgés de 22 à 34 ans ont été repérés à 8 milles nautiques par l'unité des Forces navales de Mostaganem avant d'être poursuivis, interceptés, arraisonnés et ramenés à terre vers le port de pêche et de plaisance de Sidi-Lakhdar.

Ce groupe a choisi de lever l'ancre à partir d'une des criques de la plage de Sidi-Lakhdar dit Kef-Lasfar pour mettre le cap sur une ville espagnole.

A leur arrivée au terre-plein, ils ont été remis par les gardes-côtes à la Gendarmerie nationale pour un complément d'enquête et la visite médicale d'usage.

Faisant l'objet d'une citation directe, les harragas ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Sidi-Ali.

A. B.

8 ans de prison requis contre l'homme au cutter

Dans notre édition du 30 mai, nous faisons part d'un fait divers intitulé «Le coup de cutter serait parti tout seul». Un agent de la Cité universitaire des 1 500 lits Mohamed Bouhissa avait été sérieusement blessé d'un coup de cutter au cou asséné par un de ses collègues de travail. Une plaie profonde d'une dizaine de centimètres qui lui a valu 30 jours d'incapacité totale de travail.

Cette agression a eu en effet des conséquences dramatiques. L'auteur du coup de cutter a été présenté lundi au tribunal correctionnel de Mostaganem condamné par le ministère public à 8 ans de prison ferme.

L'affaire a été mise en délibéré au 11 juin prochain. Les raisons de cet acte, une simple altercation entre deux collègues avec des violences verbales au réfectoire de la cité des 1 500 lits de jeunes filles et qui en sont venus ensuite aux poings hors de l'enceinte universitaire.

La victime lui aurait sauté dessus et son adversaire, pour répliquer, se serait saisi du cutter qu'il avait dans sa poche et lui avait entaillé le cou. On était passé près de la catastrophe : il s'en était fallu de peu pour que la carotide ne soit touchée.

A. B.

Tué d'un coup de couteau dans le cœur

Un jeune homme a tué un sexagénaire, lundi, vers 20h, à quelques minutes de la prière d'El Maghreb, d'un coup de couteau en plein cœur. Selon une source fiable, en pleine rue dans la localité de Aïn-Sidi-Cherif, à quelque 20 km du chef-lieu de wilaya, la victime a reçu un coup de couteau en pleine poitrine et s'est effondrée sur le trottoir avant de succomber à ses blessures pendant son transfert aux UMC de Kharouba, à Mostaganem. Son agresseur présumé a été interpellé immédiatement par les services de sécurité.

L'agresseur présumé, un jeune homme de 24 ans, a été placé en garde à vue. Il a été interrogé par les enquêteurs de la police judiciaire sur les circonstances l'ayant conduit à commettre ce geste regrettable. Il devait être présenté hier devant un juge.

A. B.